

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 21/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SICAL

69 rue du Docteur Pontier
62380 Lumbres

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\SICAL_Lumbres_070.01030\2_Inspections\2023_03_28_Etats des stocks\A signer\SICAL_LUMBRES_RAPVI COMPLET_ 0007001030.odt
Code AIOT : 0007001030

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement SICAL implanté 69 rue du Docteur Pontier 62380 Lumbres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspection de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2023.

Elle a été réalisée de façon inopinée, dans le cadre d'une action régionale sur la thématique " Etat des Stocks".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICAL
- 69 rue du Docteur Pontier 62380 Lumbres
- Code AIOT : 0007001030
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SICAL à LUMBRES exploite une usine de fabrication de papier et de carton d'emballage. L'installation procède également au moulage de pièces en matière expansée, transforme du polystyrène et du polypropylène. La production est destinée notamment au secteur alimentaire

(secteurs de la marée, barquettes de viande...) et pharmaceutique.

L'installation est soumise à autorisation pour les rubriques 2440, 2430-2, 329, 2662-a, 1715 et 2921-1-a de la nomenclature des installations classées.

L'établissement fonctionne sous couvert de l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2009.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Etat des stocks

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	État des matières stockées – Généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a une bonne gestion de son état des stocks, permettant en cas de sinistre de réagir rapidement avec les services de secours. Par contre, l'état des stocks ne mentionne pas la quantité de déchets présents sur le site.

Par conséquent, l'état des stocks tel que présenté par l'exploitant lors de la visite d'inspection n'apparaît pas conforme aux dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées – Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Constats : L'établissement SICAL est constitué de plusieurs départements de production : Cartonnerie, Papeterie et plastique.</p> <p>Pour la section « Cartonnerie », la matière première (MP) est constituée de bobines et les produits finis (PF) sont les cartons. L'ensemble de l'état des stocks des matières premières et des produits finis est suivi par le logiciel IMD qui permet d'avoir en temps réel de la quantité de matière première (4846 tonnes) et de produits finis disponibles (977 tonnes) en tonnage. L'emplacement des produits finis y est également précisé. Le jour de l'inspection, l'exploitant a pu sortir ces informations en moins d'une minute.</p> <p>Pour la section « papeterie », la matière première est constituée de vieux papiers et les produits finis sont les bobines. Une partie des bobines est utilisée en matières premières pour la section cartonneries et les autres bobines sont expédiées. Le logiciel utilisé est le logiciel VSW pour les produits finis et le logiciel IMD pour les matières premières, qui permet d'avoir en temps réel la quantité de matières premières (157 tonnes) et de produits finis disponible en tonnage. L'emplacement est également précisé.</p> <p>Pour la section « plastique », la matière première sont des billes de polystyrène et les produits finis sont les cagettes en polystyrène. Le logiciel utilisé est le logiciel STYRAX pour la matière première et pour les produits finis sont recensés par le logiciel VSW, toujours en tonnage. L'emplacement des produits finis sont indiqués.</p> <p>Pour l'état des stocks des MP et PF, une mise à jour est réalisée toutes les 12 heures par l'exploitant via un fichier Excel bien que les logiciels permettent un suivi en temps réel de l'état des stocks.</p> <p>Pour les produits chimiques, l'exploitant a présenté la liste des produits utilisés avec une mise à jour réalisé tous les 15 jours. Un plan de l'emplacement des produits chimiques a également été communiqué à l'inspection.</p> <p>Concernant les déchets, l'exploitant n'a pas présenté l'état des stocks. De ce fait, il est constaté une non-conformité sur cet article.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.
Constats : L'établissement dispose des fiches de données de sécurité pour l'ensemble des produits utilisés sur le site. Les FDS sont récentes. La liste des produits utilisés et leur dangerosité sont précisés dans le PII du site qui a été mise à jour le 31 mai 2022 et transmis au SDIS 62. L'ensemble des produits est stocké dans un local spécifique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des documents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'ensemble de l'état des stocks est disponible en distanciel via leur intranet SICALNET et leurs différents logiciels de suivi des stocks. Le site dispose de deux serveurs qui ne sont pas au même emplacement et qui peuvent fonctionner en complémentarité en cas de panne ou d'inaccessibilité de l'un des deux. Le site est également doté d'un onduleur spécifique en cas de panne de courant. L'état des stocks de l'ensemble des produits présents pour chaque département a pu être présenté en quelques minutes pour les différents secteurs d'activité. L'état des stocks est également disponible à distance. Pour les déchets, l'état des stocks n'a pas été présenté à l'inspection et constitue donc une non-conformité à la prescription.
Observations : Il a été suggéré à l'exploitant d'intégrer dans leur PII, une procédure sur la communication à avoir auprès des services de secours, notamment un volet "état des stocks" en cas de sinistre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois